



Séance du lundi 15 janvier

Agenda

Lundi 22 janvier 2018

-15h : Élection d'un correspondant (section Économie politique, Statistique et Finances) et communication de **Philippe CONTAMINE**, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres : « *Naissance médiévale de l'opinion publique* ».
-Comité secret.

Lundi 29 janvier 2018

-15h : **Georges-Henri SOUTOU**, membre de l'Académie des sciences morales et politiques : « *Des Lumières à l'opinion publique : politique extérieure et société, XVIII^e-XX^e siècles* ».
-Réunion du groupe de travail « Nouvelles technologies et société » (salle 4).

Lundi 5 février 2018

-10h30 : réunion du groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 4).
-12h30 : déjeuner des Académiciens (salon Bonnefous).
-15h : **Jean TULARD**, membre de l'Académie des sciences morales et politiques : « *Napoléon ou la maîtrise de l'opinion publique.* »

Lundi 12 février 2018

-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances (salle 3).
-15h : **Patrick EVENO**, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : « *Histoire de la presse : "Les journalistes dans les drames contemporains"* ».

Lundi 19 et 26 février 2018 : Pas de séance.

Lundi 5 mars 2018

-10h30 : réunion du groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 4).
-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances (salle 3).
-15h : **Jean-Marie COLOMBANI**, journaliste : « *Le journal Le Monde, prescripteur d'opinion* ».

Lundi 12 mars 2018

-15h : **Valéry GISCARD d'ESTAING**, de l'Académie française, ancien Président de la République : « *Le Chef de l'État devant l'opinion publique* ».

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 8 janvier, le président **François d'Orcival** a fait procéder à l'élection des deux représentants de l'Académie des sciences morales et politiques à la commission administrative centrale de l'Institut. **Gilbert Guillaume** a été réélu et **Pierre Brunel** élu.

Cinq ouvrages ont été déposés. **Yvon Gattaz** a présenté les *Nouvelles leçons d'économie contemporaine* de Philippe Simmonot (Paris, Gallimard, « Folio Actuel », 2017, 738 p.). **Marianne Bastid-Bruguière** a présenté deux ouvrages de **Jean-François Billeter** (correspondant de l'Académie dans la section Morale et Sociologie), *Une rencontre à Pékin* et *Une autre Aurélia* (Paris, Allia, 2017, 160 et 96 p.), qui ont valu à leur auteur le Prix Roger Caillois de l'essai 2017. Elle a en outre recommandé deux recueils édités par Angel Pino et Isabelle Rabut, *Le petit bourg aux papayers et autres nouvelles taiwanaises traduites du chinois et du japonais* et *Le cheval à trois jambes et autres nouvelles taiwanaises traduites du chinois* (Paris, Youfeng, 2016, 382 et 334 p.).

Le président a alors cédé la parole à son confrère **Bernard Bourgeois** pour une communication que celui-ci avait intitulée « Que faire, quoi faire avec l'opinion publique ? » L'exposé s'est employé, dans un premier temps, à établir le statut de l'opinion publique au sein de la collectivité humaine. B. Bourgeois l'a décrite comme la manifestation du « public », qui, comme sa catégorie jumelle le politique, dérive du peuple, mais d'un peuple irréalisé, spectateur passif de son destin. Le public, en ce sens, s'apparente à la foule, à cette différence près qu'à un lien sensible, il substitue une unité idéale et universalisable, capable de se démultiplier jusqu'à atteindre, à notre époque, une dimension mondiale.

De ce public ainsi constitué ne peuvent jaillir que des opinions, des idées contingentes, incapables, en tant que telles, de former un système et de déboucher sur une authentique activité intellectuelle. Certaines, à force d'être répétées par le plus grand nombre, finissent sans doute par acquérir une autorité ; elles n'en sont pas moins impuissantes, a prévenu B. Bourgeois, à franchir le seuil de l'action politique, parce que le ressort de celle-ci n'est pas l'opinion, mais la conviction ou la croyance, qui s'éprouvent par l'engagement du sujet. C'est pourquoi il nie que l'opinion publique ait jamais pu avoir, en elle-même, une influence, sinon en étant mobilisée par des acteurs historiques déterminés au service d'un dessein rationnel.

S'il invite à ne pas accorder trop d'importance à l'opinion publique, B. Bourgeois soutient pour autant la nécessité de son existence sur le plan politique, dans la mesure où l'État rationnel fait appel à l'obéissance de citoyens libres, qui ne pourront se sentir tels que si leur est garantie la possibilité de s'exprimer sur la chose publique. La « réalisabilité » d'un projet, que conditionne en grande partie son acceptabilité populaire, est en outre un critère incontournable de l'action politique. Cet espace de discussion n'a toutefois de sens que comme complément, et non substitut d'un cadre politique, le seul où puisse valablement s'exprimer la voix du peuple en tant que sujet.

Une pratique rationnelle de l'opinion publique doit donc toujours viser, sans l'imposer, à son dépassement en une conviction, où se combinent réflexion critique et efficacité politique. Elle revêt pour cela une dimension éducative, qui encourage chez les citoyens, notamment les plus jeunes, l'exercice de la pensée individuelle. Elle passe aussi par le droit, auquel il revient de définir et de préserver le cadre le plus propice à l'expression et à la confrontation pacifiques des opinions.

À l'issue de sa communication, **Bernard Bourgeois** a répondu aux questions que lui ont posées **Georges-Henri Soutou**, **Xavier Darcos**, **Chantal Delsol**, **Thierry de Montbrial**, **Laurent Stefanini**, **Haïm Korsia**, **Jean-Claude Trichet**, **Jean-Claude Casanova**, **Jean Baechler**, **Philippe Levillain** et **André Vacheron**.

Dans la presse et sur les ondes

- **Jean-Robert Pitte** était « L'Invité des Matins » de France Culture le 25 décembre pour évoquer « “Le repas gastronomique français” : un bien culturel comme un autre ? » Il est revenu, au micro de Florian Delorme, sur l'histoire des traditions gastronomiques associées à la fête de Noël. Il s'est également exprimé sur un certain nombre de sujets d'actualité liés à la nourriture et à l'environnement. À propos des États généraux de l'alimentation, qui ont été clos le 21 décembre, il a regretté que certaines questions de fond n'aient pas été traitées. Il juge notamment qu'ils auraient dû être l'occasion d'un grand débat sur ce que les Français trouvent dans leur assiette et sur les moyens d'encourager de leur part une consommation intelligente. En ce qui concerne la question climatique, il a appelé, de nouveau, à ne pas céder à des peurs de type millénariste, mais à apprendre à nos sociétés à vivre avec ce défi et à s'y adapter : « L'espèce humaine, par rapport à toutes les espèces vivantes, a d'immenses capacités de résilience », a-t-il ainsi rappelé.

- *La Vie* du 4 janvier a interrogé **Haïm Korsia** à l'occasion du dossier que ce magazine a consacré aux juifs de France trois ans après l'attentat de l'Hyper Cacher (« Il n'y a qu'une seule communauté, la communauté nationale », propos recueillis par Jean-Pierre Denis et Henrik Lidell). Le grand rabbin de France évoque à la fois les difficultés des juifs de France (« il y a malheureusement des endroits où on ne peut plus vivre sereinement en tant que juif »), la fraternité témoignée après les attentats et la place de la communauté juive au sein de la nation : « Nous avons besoin de sentir que ce n'était pas que la souffrance des Juifs, mais une souffrance globale et partagée ». Il s'est également exprimé, le jour anniversaire de l'attentat, devant les caméras d'i24. « Aucun niveau d'antisémitisme n'est acceptable », a-t-il rappelé, précisant toutefois à propos des menaces persistantes : « La force de nos grands pays, c'est de dire : on doit vivre avec ce risque. Mais la vie l'emporte. [...] J'ai refusé que l'endroit de l'Hyper Cacher ne soit qu'un endroit de mort. [...] C'est un lieu qui doit réaffirmer que la vie l'emporte. »

- **Thierry de Montbrial** a présenté sur Canal Académie son essai, *Vivre le temps des troubles* (mise en ligne le 4 janvier ; <http://www.canalacademie.com/ida11673-Vivre-le-temps-des-troubles.html>). Le livre a également fait l'objet d'une recension par Jean-Christophe Ploquin dans *La Croix* (« *Vivre le temps des troubles*, des clés pour un monde chaotique », 18 décembre) et par Marc Semo dans *Le Monde* (« À la recherche d'un nouvel ordre mondial », 20 décembre). Tous deux soulignent l'originalité de l'ouvrage, de par l'attention qu'il accorde aux développements technologiques dans l'évolution, sur le long terme, des rapports entre les sociétés à l'échelle planétaire. Ils saluent également son approche à la fois réaliste et ambitieuse, lucide sur les limites du paradigme scientifique ou l'utopie de la mondialisation libérale, tout en posant les jalons d'une nécessaire gouvernance mondiale.

- Dans une tribune pour *Le Figaro* (« Le problème religieux vis-à-vis de la laïcité française est spécifique aux musulmans », 9 janvier), **Chantal Delsol** revient sur les racines grecques et judéo-chrétiennes de la laïcité, entendue comme sécularisation, autrement dit comme la séparation du politique et du sacré, et dont les premières manifestations sur le sol européen remontent à l'Antiquité. Cette notion est étrangère, au contraire, à la culture de l'islam, qui ne peut y adhérer qu'au prix d'une révision de ses doctrines. Ch. Delsol s'interroge sur la pertinence de traquer dans l'espace public toute forme d'expression religieuse, quelle que soit la confession dont elle relève, alors que les controverses portent essentiellement sur les signes musulmans et au risque de s'attaquer à des symboles qui appartiennent depuis des siècles au patrimoine culturel des Français. « On ne peut pas, écrit-elle, on ne doit pas, dans l'affolement face au terrorisme religieux et dans la volonté d'égalité de traitement entre les religions, supprimer toute mention de la religion dans l'espace public. [...] Elle fait partie de notre existence au même titre que la culture et l'histoire. Elle représente une partie de l'atmosphère de notre incarnation. » Ce qui est en jeu, c'est aussi la confusion présente dans les esprits contemporains entre distinction et discrimination, qui, associée à un « désir inaltérable d'égalité », dérive peu à peu vers l'indifférenciation.

À lire

- **Georges-Henri Soutou** signe une longue introduction à *Comment naquit la guerre de 14* (Paris, Éditions de Fallois, 2017, 384 p.), qui regroupe des travaux d'Alfred Fabre-Luce relatifs à cette question, tirés notamment de son ouvrage *La Victoire*. Il rappelle l'originalité de ce dernier essai, paru en 1924 au lendemain de la victoire électorale du Cartel des Gauches, consécutivement à la crise provoquée par l'occupation de la Ruhr sur décision de Poincaré. Partisan d'un rapprochement franco-allemand, A. Fabre-Luce y rouvre le dossier des responsabilités dans le déclenchement de la Grande Guerre. Il met en évidence la part des pays de l'Entente dans ce processus, et jusqu'aux falsifications auxquelles les services français s'étaient alors livrés. Georges-Henri Soutou souligne le caractère très neuf pour l'époque de ce récit, mené « de façon objective et souveraine, selon un ton et une approche fort modernes, sans se laisser aller aux excès pacifistes mal informés de bien des commentateurs de l'époque. [...] Les historiens actuels [...] ne peuvent que confirmer les intuitions et la perspicacité d'Alfred Fabre-Luce. »

- Les éditions Champ Vallon ont réédité, dans une version revue et corrigée, *Arthur Rimbaud ou l'éclatant désastre* de **Pierre Brunel**, paru pour la première fois en 1983 (coll. « Les classiques », 2018, 256 p.). Ou comment, « au-delà des mutations, des ruptures, des souffrances, l'évolution poétique de Rimbaud, de 1870 à 1875, l'a conduit d'une ambition encore parnassienne à une ambition démiurgique qui culmine, même s'il lui arrive de se briser, dans les *Illuminations* » (extraits de la présentation de l'éditeur).

À savoir

- **Hélène Rey**, membre correspondant de l'Académie dans la section Économie politique, statistique et finances, a reçu le 14 décembre le Grand Prix de l'Économie 2017 du journal *Les Échos*, conjointement avec Jean-Dominique Senard, président du Groupe Michelin. Plusieurs membres de l'Académie ont déjà été distingués par ce prix dans les années passées : **Wolfgang Schäuble** (2010), **Michel Pébereau** (2011), **Mario Monti** (2012) et **Jean Tirole** (2015).